



37, rue René Cassin
Bezannes CS 30009
51726 Reims Cedex

STRUCTURE PETITE ENFANCE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

STRUCTURE PETITE ENFANCE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 2A Rue Marcel Thil 51100 Reims
SIREN N°775 612 690

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'association STRUCTURE PETITE ENFANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association STRUCTURE PETITE ENFANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 2-2 Méthodes générales - § Changement de méthode comptable » de l'annexe qui expose les incidences du changement de méthode comptable induit par la première application des nouveaux règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Bezannes, le 2 juin 2026

STRUCTURE PETITE ENFANCE
BILAN ACTIF AU 31/12/2025

ACTIF	Exercice 2025			Exercice 2024
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	41 983	41 983	0	1 336
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	830 815		830 815	830 815
Constructions	20 284 863	10 054 580	10 230 283	11 380 165
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 115 888	798 040	317 848	281 628
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	384 585		384 585	351 977
Autres	400		400	400
Total I	22 658 534	10 894 603	11 763 931	12 846 322
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	208 631	24 904	183 727	155 495
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres	2 619 029		2 619 029	2 679 160
Charges constatées d'avance	6 113		6 113	23 554
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	4 954 838		4 954 838	4 928 122
Total II	7 788 612	24 904	7 763 708	7 786 331
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	30 447 146	10 919 507	19 527 639	20 632 652

STRUCTURE PETITE ENFANCE
BILAN PASSIF AU 31/12/2025

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	664 325	664 325
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	4 698 298	4 698 298
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	5 962 731	6 143 962
Excédent ou déficit de l'exercice	-145 430	-181 231
Situation nette (sous total)	11 179 924	11 325 354
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	5 427 409	6 060 564
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs		
Provisions réglementées		
Total I	16 607 332	17 385 918
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	94 160	107 241
Fonds dédiés		
Total II	94 160	107 241
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	342 409	338 746
Total III	342 409	338 746
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
Total III bis	0	0
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	613 845	868 560
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	94 755	85 279
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 705 409	1 650 107
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 104	86 098
Autres dettes	57 623	110 703
Produits constatés d'avance		
Instruments de trésorerie		
Total IV	2 483 737	2 800 748
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	19 527 639	20 632 652

STRUCTURE PETITE ENFANCE
COMPTES DE RESULTAT exercice du 1/1/2025 au 31/12/2025

COMPTES DE RESULTAT	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	44 735	42 270
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	10 311 876	9 939 351
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 699 000	1 699 000
Quote-part de subventions d'investissement virée au compte de résultat	633 155	
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	9 065	374 191
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	13 080	10 787
Autres produits		
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	5 942	6 343
Total I	12 716 853	12 071 942
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	405 607,68	404 560,51
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	844 566,02	807 157,68
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	778 987,38	892 049,40
Salaires et traitements	7 231 087,41	7 232 821,64
Charges sociales	2 395 500,47	2 365 203,58
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 255 923,98	1 278 231,70
Dotations aux provisions	18 184,29	3 634,16
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	669,34	
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	10,72	51 919,90
Total II	12 930 537	13 035 579
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-213 684	-963 637
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	95 239	172 893
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	95 239	172 893
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	6 817	9 020
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	6 817	9 020
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	88 423	163 873
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-125 261	-799 764
PRODUITS EXCEPTIONNELS		661 277
Total V	0	661 277
CHARGES EXCEPTIONNELLES		6 041
Total VI	0	6 041
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0	655 236
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	20 169	36 704
Total des produits (I + III + V)	12 812 093	12 906 112
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	12 957 523	13 087 343
EXCEDENT OU DEFICIT	-145 430	-181 231
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

STRUCTURE PETITE ENFANCE
ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

1- Informations générales et faits significatifs de l'exercice

1-1 Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et moyens mis en œuvre

L'Association STRUCTURE PETITE ENFANCE fondée en 1877, reconnue d'utilité publique par décret du 26 juin 1882, a pour but de favoriser tous services rendus à l'enfant et à sa famille.

Les membres usagers adhèrent à l'Association afin de bénéficier des services proposés par l'Association en s'acquittant chaque année d'une cotisation sous forme de frais d'adhésion.

Les moyens d'action de l'Association sont la création et la gestion de crèches pour contribuer à la réalisation du but de l'Association.

L'Association gère plusieurs établissements sur la Ville de Reims et concourt aux missions telles que définies par le Code de la Santé Publique.

A travers les différents services d'accueil non permanent d'enfants proposés aux familles, elle veille à la santé, à la sécurité, au bien-être et au développement des enfants qui lui sont confiés.

Dans le respect de l'autorité parentale, elle contribue à leur éducation. Elle concourt à l'intégration des enfants présentant un handicap ou atteints d'une maladie chronique qu'elle accueille. Elle apporte son aide aux parents pour favoriser la conciliation de leur vie professionnelle et de leur vie familiale.

L'Association est administrée par un Conseil dont les membres sont élus par l'Assemblée Générale.

Outre les membres élus, le Conseil d'Administration compte deux membres consultatifs :

- la Ville de Reims,
- la Caisse d'Allocations Familiales de la Marne.

Ces deux membres consultatifs sont les principaux financeurs de l'Association avec la prestation de service unique (P.S.U.) versée par la C.A.F. et la subvention de fonctionnement attribuée chaque année par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Reims.

1-2 Faits marquants de l'exercice

- Activité de la crèche Hautes Feuilles

La réouverture de la crèche Hautes Feuilles s'est faite à compter de la rentrée 2025 mais avec une capacité d'accueil réduite à 60 places (capacité de 99 places).

L'augmentation de la capacité de la crèche Hautes Feuilles à 99 places reste dépendante des recrutements à réaliser et des demandes d'accueil inscrites auprès du guichet de la Ville de Reims.

- Constat d'éléments impactant le niveau d'activité avec une baisse significative du taux d'occupation de l'ensemble des crèches

Lors de rencontres successives avec l'Espace Petite Enfance de la Ville de Reims, des éléments partagés en séance par les différents gestionnaires confirment la baisse des taux d'occupation avec :

- De moins en moins d'accueils occasionnels.
- Des dates d'entrées souhaitées dans les structures fortement décalées par les familles, avec des entrées s'étalant sur 4 mois.
- Une diminution du nombre de jours par rapport à la demande initiale des familles ou leur contrat en cours (demande de 5 jours mais en fait un besoin de 2 jours), et ce sur toutes typologie de familles y compris les familles à haut revenu ou doubles actifs.
- Une évolution du rapport au travail depuis la période Covid et la place du télétravail engendrant une réduction du nombre d'heures de garde.
- La baisse de la natalité d'autant plus amplifiée avec l'impact d'un environnement sociétal « anxigène ».

2-1 Présentation des comptes annuels

Les comptes annuels comprennent :

- Les états de synthèse composés du bilan et du compte de résultat.
- L'annexe.

Ces documents forment un tout indissociable et sont certifiés en tant que tels.

L'exercice 2025 est le premier au cours duquel l'Association applique le règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers, homologué le 26 décembre 2023, ainsi que le règlement ANC n°2023-03. Ce règlement introduit une nouvelle présentation du bilan, du compte de résultat et de l'annexe, supprime la technique des transferts de charges et redéfinit la notion de résultat exceptionnel.

2-2 Méthodes générales

- Changement de méthode comptable

La première application du règlement ANC n° 2022-06 ainsi que le règlement ANC n°2023-03 constitue un changement de méthode comptable.

Les modifications apportées sur le compte de résultat de l'exercice 2025 sont :

- Le reclassement en résultat d'exploitation à compter de l'exercice 2025 positionné en résultat exceptionnel sur l'exercice 2024 de la quote-part de la subvention virée au résultat pour 633 155 €.
- La suppression des comptes de transfert de charges enregistrant des remboursements reçus en compensation d'une charge de personnel venant en diminution de la charge de personnel sur l'exercice 2025 et inscrits au niveau des produits d'exploitation sur l'exercice 2024 pour 121 362 €.

- Conventions de principe

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation.

- Respect des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- Indépendance des exercices.
- Conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'établissement des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 n'a pas dérogé aux principes ci-dessus définis.

- Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'Association.

- Amortissements provisions sur immobilisations

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions (gros œuvre) : 50 ans
- Constructions (étanchéité, façades, couverture, menuiseries extérieures) : 15 à 20 ans
- Constructions (installations générales et techniques) : 15 ans
- Constructions (agencements) : 10 à 15 ans
- Matériel : 5 à 10 ans
- Matériel de transport : 4 à 5 ans
- Matériel de bureau : 5 ans
- Matériel informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier : 10 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle de ces biens.

- Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Engagements de retraite

Le montant des engagements de retraite, déterminé en fonction d'hypothèses actuarielles au 31 décembre 2025 s'élève à 623 068 €. La provision IFC correspond à l'engagement non couvert par le contrat d'assurance à la fin de l'exercice, soit 342 409 €.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- Âge de départ en retraite : 62 à 65 ans (Réforme des retraites)
- Taux de croissance des salaires : 3%
- Taux d'actualisation : 3,7%
- Table de mortalité : TH00-02 (vie) et TF00-02 (vie)

- Fonds associatif

Au passif du bilan, le poste "102-Fonds propres sans droit de reprise" reste identique avec 664 325 €.

- Legs et donation avec contrepartie

Le 24 juin 2006, la société STAR GT Acquisition a fait un don de 250 000 € à l'Association, somme qui doit être utilisée progressivement dans le cadre du budget d'investissement :

- Pour aménager des aires de jeux à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments ;
- Pour compléter les créations d'unités de vie des enfants.

Le compte " 1911-Legs ou donations", avec enregistrement en déduction le montant global "utilisation des fonds dédiés" correspondant au montant de l'acquisition des immobilisations amortissables sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations s'élève à 107 241 € à l'ouverture de l'exercice 2025.

A 31 décembre 2025, la quote-part pour l'exercice 2025 est rapportée en produit au compte de résultat avec le compte "7896-Utilisation des fonds dédiés" pour 13 080 €.

Ainsi le compte " 1911-Legs ou donations", avec enregistrement en déduction de la quote-part "utilisation des fonds dédiés" s'élève à 94 160 € à la clôture de l'exercice 2025.

- Subventions d'investissements

La reprise des subventions d'investissements qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur des immobilisations acquises ou créées au moyen de ces subventions.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations non amortissables est étalée sur le nombre d'années pendant lesquelles les immobilisations sont inaliénables aux termes du contrat. A défaut de clause d'inaliénabilité, le montant de la reprise de chaque exercice est égal au dixième de montant de la subvention.

Au 1er janvier 2025, le compte " 131-Subventions d'investissement" diminué des quotes-parts des subventions d'investissements virées au résultat des exercices antérieurs s'élève à 6 060 564 €.

A 31 décembre 2025, la quote-part pour l'exercice 2025 est rapportée en produit au compte de résultat avec le compte "747-Quote-part des subventions d'investissements virée au résultat de l'exercice" pour un montant de 633 155 €.

Ainsi, le compte " 131-Subventions d'investissements" est d'un montant de 5 427 409 € à la clôture de l'exercice 2025.

3- Informations sur les postes de l'actif du bilan**3-1 Etat de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé****- Actif immobilisé**

Immobilisations	(I)	(II)	(III)	(IV)	(V)=(I+II-III+IV)
	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Virement de poste à poste	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	41 983				41 983
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains	830 815				830 815
Constructions	20 265 215	21 814	2 166		20 284 863
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 060 501	119 781	64 395		1 115 888
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations financières					
Participations et Créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts	351 977	32 608			384 585
Autres	400				400
Total	22 550 892	174 203	66 560	0	22 658 534

- Amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé

Amortissements	(I)	(II)	(III)	(IV)=(I+II-III)
	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	40 648	1 336		41 983
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	8 885 049	1 171 294	1 764	10 054 580
Installations techniques, matériel et outillage industriels	778 873	83 294	64 127	798 040
Total	9 704 570	1 255 924	65 891	10 894 603

3-2 Etat de l'actif circulant

- Stocks

Stocks	(I)	(II)	(III)	(IV)=(I+II-III)
	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
Stocks	0			0
Total	0	0	0	0

- Créances et échéances des créances à la clôture de l'exercice

Créances	Montant	Échéances	
		à moins d'un an	à plus d'un an
Fournisseurs et comptes rattachés	4 938	4 938	
Créances clients et comptes rattachés	183 727	183 727	
Personnel et comptes rattachés	6 312	6 312	
Financeurs	2 591 083	2 591 083	
Autres créances	16 696	16 696	
Total	2 802 757	2 802 757	0

- Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	6 113
Total	6 113

- Produits à recevoir

Financeurs	Montant
Prestations de service C.A.F.	2 536 081
Prestations de service M.S.A	54 870
Aides POLE EMPLOI/A.S.P.	1 942
Aides C.C.A.S	132
Total	2 593 025

Autres	Montant
Divers débiteurs	14 754
Total	14 754

4- Informations sur les postes du passif du bilan

4-1 Fonds propres et tableau de variation

Variation des fonds propres	(I)	(II)	(III)	(IV)	(IV)=(I+II+III-IV)
	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	664 325				664 325
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	4 698 298				4 698 298
Report à nouveau	6 143 962	-181 231			5 962 731
Excédent ou déficit de l'exercice	-181 231		-145 430	-181 231	-145 430
Situation nette (sous total)	11 325 354	-181 231	-145 430	-181 231	11 179 924
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	6 060 564			633 155	5 427 409
Provisions réglementées					
Total	17 385 918	-181 231	-145 430	451 924	16 607 332

4-2 Fonds dédiés et tableau de variation

Variation des fonds dédiés	(I)	(II)	(III)	(IV)=(I+II-III)
	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Fonds reportés liés aux legs ou donations	107 241		13 080	94 160
Total	107 241	0	13 080	94 160

4-3 Subventions d'investissements et tableau de variation

Variation des subventions d'investissements	(I)	(II)	(III)	(IV)=(I+II-III)
	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Total montant nominal	9 877 815		74 192	9 803 623
Total quotes-parts virées au résultat	3 817 251	633 155	74 192	4 376 214

4-4 Provisions pour risques et charges et tableau de variation

Variation des provisions pour risques et charges	(I)	(II)	(III)	(IV)=(I+II-III)
	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Provision pour créances douteuses	19 447	6 251	795	24 904
Provision pour départ à la retraite	338 746	11 933	8 270	342 409
Provision pour charge de personnel	0			0
Total	358 193	18 184	9 065	367 313

4-5 Dettes et échéances des dettes à la clôture de l'exercice

- Dettes

Dettes	Montant	Échéances	
		à moins d'un an	à plus d'un an
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	613 845	224 785	389 060
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	94 755	94 755	
Dettes fiscales et sociales	1 705 409	1 705 409	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	12 104	12 104	
Autres dettes	57 623	57 623	
Total	2 483 737	2 094 678	389 060

- Charges à payer

Charges à payer	Montant
Dettes sociales provisionnées C.P., C.D.D., R.T.T., C.A., H.S., S.S.	590 368
Charges sociales sur dettes sociales	265 510
Factures fournisseurs non parvenues	18 822
Autres charges d'exploitation à payer (*)	53 823
Total	928 524

(*) Dont estimation pour 30 700 € de la taxe d'habitation sur les établissements non imposés avant le 1er janvier 2025.

Autres	Montant
Divers crédateurs	0
Total	0

- Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	0
Total	0

5- Autres informations**5-1 Détail des éléments d'actifs mis au rebut ou cédés**

- La valeur nette comptable des éléments d'actifs mis au rebut ou cédés au cours de l'exercice s'élève à 669 €.
- Aucun produit de cession d'éléments d'actifs au cours de l'exercice.

5-2 Concours publics, subventions

La subvention Ville de Reims s'élève à 1 699 000 €.

5-3 Ventilation des ventes de prestations de services

- La participation des familles s'élève à 2 156 759 €.
- Les prestations C.A.F. s'élèvent à 7 942 599 €.
- Les prestations M.S.A. s'élèvent à 212 518 €.

5-4 Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires Forvis Mazars figurant au compte de résultat est de 9 940 €.

5-5 Evénements postérieures à la clôture

Néant.

5-6 Engagements financiers donnés par l'Association

- Prêt de 300 000 à l'origine à échéance du 14 septembre 2027 ayant eu un report automatique de la Société Générale au 14 avril 2028.

Le capital restant dû au 31 décembre 2025 s'élève à 63 280 €.

Le prêt est garanti par une promesse d'hypothèque sur les biens acquis, prise par acte séparé.

- Prêt de 400 000 € à l'origine à échéance du 13 novembre 2026.

Le capital restant dû au 31 décembre 2025 s'élève à 57 439 €.

Le prêt est garanti par une promesse d'hypothèque sur les biens acquis, prise par acte séparé.

- Prêt de 400 000 € à l'origine à échéance du 16 décembre 2028.

Le capital restant dû au 31 décembre 2025 s'élève à 201 320 €.

Le prêt est garanti par une promesse d'hypothèque sur les biens acquis, prise par acte séparé.

- Prêt de 500 000 € à l'origine à échéance du 24 novembre 2029.

Le capital restant dû au 31 décembre 2025 s'élève à 291 837 €.

Le prêt est garanti par une promesse d'hypothèque sur les biens acquis, prise par acte séparé.

5-7 Effectif de l'Association au 31 décembre 2025

Personnel salarié (en têtes)	Nombre
Cadres	23
Non cadres (*)	258
Total	281

(*) Dont 8 CDD de remplacement

5-8 Rémunérations versés aux trois plus hauts cadres dirigeants

Conformément à l'article 20 de la Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif, l'Association est amenée à communiquer le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeant bénévoles ou salariés.

La Loi précitée ne précise pas la définition de la notion de « cadre dirigeant bénévole et salarié ».

Au cas particulier de l'Association, il est rappelé que les Administrateurs ne sont pas rémunérés et ne bénéficient pas d'avantages en nature.

